

L'Europe a besoin d'imagination institutionnelle

Seuls des responsables agissant au nom de tous les citoyens de l'Union peuvent relever les défis actuels. L'extension du principe fédéral est nécessaire à la survie de l'euro : cela passera par un sursaut d'imagination institutionnelle.

Un micro bien placé au sommet de Cannes a immortalisé le conseil de Barack Obama aux dirigeants européens : « Vous devez faire preuve d'imagination » (« I guess you guys have to be creative here »). C'est un bon slogan pour la phase actuelle de la crise.

Si la Grèce et l'Italie font les gros titres, le fait central est la panne de la décision au niveau européen. À aucun moment depuis le début de 2010, la contagion n'a été réellement contenue. Vu d'en dehors de l'Europe, cela est considéré à juste titre comme un échec inouï. Le problème principal n'est pas les individus, mais les institutions.

Pour agir à l'échelle du Vieux Continent, celles-ci donnent l'essentiel du pouvoir à des chefs d'État et de gouvernement choisis par leurs électeurs respectifs et responsables devant eux. Ces dirigeants nationaux n'ont pas de mandat politique pour travailler à l'intérêt collectif de tous les Européens. La Commission européenne est impuissante sauf dans des domaines limités comme la politique commerciale ou de concurrence, et de même pour la Banque centrale européenne. En matière budgétaire et financière, l'Europe se retrouve sans exécutif.

Cette lacune est comblée par des formats de décision ad hoc comme le couple franco-allemand ou plus récemment le « groupe de Francfort », dans lequel M. Sarkozy et Mme Merkel sont rejoints par Mme Lagarde et MM. Barroso, Draghi, Juncker, Rehn et Van Rompuy. Mais ces cotes mal taillées fonctionnent de moins en moins. La plupart des conclusions du dernier « sommet décisif » du 27 octobre sont inapplicables.

Les défis urgents du moment appellent des décisions émanant d'individus ou d'entités agissant au nom de tous les citoyens européens. Le transfert au niveau européen de la gestion

Point de vue



Par **NICOLAS VÉRON**
Économiste (Bruegel),
chercheur invité au Peterson
Institute for International
Economics (Washington)

des crises bancaires ou l'émission en commun de titres sur le modèle proposé récemment par le comité des sages (« Sachverständigenrat ») allemand peuvent être réalisés sans changer les traités. En revanche, ceux-ci doivent évoluer pour que le Parlement européen représente équitablement les citoyens de l'Union, quel que soit leur pays d'origine, et puisse contrôler les décisions exécutives et leur apporter une légitimité indispensable à moyen terme. De ce point de vue, les prises de position récentes de Mme Merkel et de son parti en faveur de leur modification significative sont une bonne nouvelle.

Il y a beaucoup de manières différentes de réaliser un transfert partiel de souveraineté en matière budgétaire et financière dans

Vu l'urgence, il conviendrait peut-être de s'en remettre à un groupe restreint, tel que celui présidé par Jacques de Larosière...

un cadre fédéral, ce que Jean-Claude Trichet a appelé un ministère des Finances européen. Une fédération à l'échelle d'un continent peut fonctionner démocratiquement et durablement même avec d'énormes disparités économiques, politiques, linguistiques et culturelles, comme l'illustre l'exemple de l'Inde. Certains pays européens sont plus à l'aise que d'autres avec le principe fédéral — l'Allemagne plus que la France, pour ne citer que ces deux-là, mais cela ne fait pas pour autant du fédéralisme une « idée allemande ». Naturellement, la coexistence dans l'Union européenne de la zone euro avec des pays qui ont conservé leur monnaie nationale ne facilite pas les choses.

Une telle transformation nécessite de l'imagination institutionnelle. Nos dirigeants politiques, ou leurs conseillers privés de sommeil depuis des mois, n'y parviendront pas tout seuls. Un débat public ouvert est nécessaire pour faire bouger les positions, mais pas suffisant. La solution n'est pas non plus une conférence intergouvernementale traditionnelle, avec des diplomates figés sur des positions nationales rigides. Une convention de délégués nationaux aux profils diversifiés serait plus prometteuse, même si celle présidée par Valéry Giscard d'Estaing en 2002-2003 n'avait finalement pas réussi à échapper au jeu diplomatique traditionnel. Vu l'urgence, il conviendrait peut-être de s'en remettre à un groupe plus restreint, tel que celui présidé par Jacques de Larosière en 2008-2009 qui, avec la création d'autorités européennes de surveillance financière, a réussi l'innovation institutionnelle la plus convaincante depuis le début de la crise.

L'extension du principe fédéral est nécessaire à la survie de l'euro. Pour qu'elle devienne possible, l'Europe a besoin d'idées nouvelles, et ne peut pas se permettre d'attendre très longtemps.

Édito



Par **ÉRIC WALTHER**
Directeur adjoint de la rédaction

L'histoire n'a pas fini avec l'automobile

Elle avait une bouille de grenouille. C'était la première Twingo. Dévoilée au Salon de l'auto de 1992, lancée en 1993, la première low-cost de Renault, la première low-cost tout court d'ailleurs, se déclinait en cinq couleurs, sans motorisation diesel, et affichait un prix catalogue de 55.000 francs de l'époque. On connaît la suite : un succès colossal pour ce petit monospace qui prolongeait d'ailleurs celui de son grand frère, lui aussi pionnier, l'Espace. Depuis, le constructeur, donné pour quasi mort en 1990, a creusé le filon de l'audace : la Logan et sa percée aussi inattendue qu'exceptionnelle, une position plutôt avantagée dans la voiture électrique (après avoir manqué le créneau de l'hybride), et maintenant une deuxième tentative dans l'ultra-low-cost (voir page 2). Cette offensive ne fera certes pas oublier les récentes et calamiteuses

La Logan n'avait pas vocation à être commercialisée en France. Elle y fait un tabac.

mésaventures managériales de Renault, l'absence de renouvellement de ses modèles sur certains créneaux, et sa désespérante incapacité à occuper une place digne de ce nom dans le haut de gamme. Elle n'en est pas moins lourde de sens. D'abord, elle rappelle que l'histoire n'en a pas fini avec l'industrie automobile. Cette bonne vieille bagnole a de la résistance et n'est jamais aussi performante que dans l'adversité.

Violamment agressée sur le flanc environnemental, elle a enfin attaqué le virage des énergies de substitution. Ensuite, le déplacement de ses marchés de masse vers les pays émergents l'oblige à revoir ses paradigmes commerciaux. Avec modestie et jamais à l'abri d'une surprise, ce qui fait d'ailleurs un peu du charme de ce business : la Logan n'avait pas vocation à être commercialisée en France. Elle y fait un tabac et une bonne partie de la marge du constructeur. D'ici à ce que la future petite à 2.500 euros devienne un jour, enrichie de quelques options tout de même, la voiture fétiche des Parisiens branchés... ewalther@latribune.fr

L'image du jour



Cent soixante-dix économistes ont signé un appel de soutien en faveur du mouvement Occupy Wall Street, contre lequel se déclenche une tentative de dénigrement à l'initiative du secteur bancaire. La firme de lobbying de Washington Clark Lytle Geduldig & Cranford (CLGC) aurait proposé pour 850.000 dollars un plan secret à l'American Bankers Association (ABA) pour dénigrer le mouvement des 99 %, alors que des élus républicains craignent que celui-ci fasse jonction avec le mouvement populiste du Tea Party à l'occasion de la campagne présidentielle. Publié sur Econ4.org, cet appel proteste contre la domination de la science économique par les idées libérales et plaide en faveur d'une économie « au service des hommes, de la planète et du futur ».

QUOTIDIEN LA TRIBUNE

édité par : La Tribune SAS
26 rue d'Orléans - 92ème étage CS 91522
75125 Paris Cedex 15
Standard : 01 44 82 16 16

Présidente, directrice de la publication : Valérie Decamp.

Directeur des rédactions : Jacques Rosselin.

Conseiller éditorial : François Roche.

Directeurs adjoints de la rédaction : Philippe Mabillet,

Éric Walther

Rédaction en chef : Robert Jules (économie), Michel Cabard (industrie et services), Pascale Besses-Bouamand (marchés et finance), Alexandre Phalippou (web), Christophe Bazire (édition).

Directeur artistique : Philippe Vuagniaux.

Publité : La Tribune Régie.

Directrice Marque et Diversification : Sandrine Macheand

Directeur commercial : Philippe Vigneul, Arnaud Jouven

Directeur publicité Pôle finance : Fabrice Bruot

Impression : Paris Offset Print - 30, rue Rapail - 92320 La Courneuve;

Méditerranée Offset Presse - 62, Boulevard de l'Europe - 13027 Vitrolles.

Service Abonnement :

N° vert : 0800 15 23 33 (appel gratuit).

Fax abonnements : 01 44 82 17 92.

Offres également disponibles sur Latribune.fr.

USA : USPS # 0107531

Periodical paid at Champlain N.Y. and additional mailing offices. For details call IMS

at 1(800) 428 3005.

Distribué par les NMPSP.

Commission paritaire : 0914C265607

ISSN 0989-1922 - Pour contacter le service diffusion : 01 44 82 17 80.

IMPRIMÉ EN FRANCE - PRINTED IN FRANCE

Reproduction intégrale ou partielle interdite sans l'accord de l'éditeur. Art. 122-4 du

Code de la propriété intellectuelle.

La Tribune est une publication La Tribune Holding. Présidente,

directrice de la publication : Valérie Decamp.

Secrétaire Général : Gautier Normand.

